

Direction départementale
de la protection des populations

Grenoble, le 20 NOV. 2017

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Isabelle DEMOND

Téléphone : 04 56 59 49 85

Mél : isabelle.demonde@isere.gouv.fr

Arrêté préfectoral complémentaire

N°DDPP-IC-2017-11-17

imposant de nouvelles prescriptions techniques au syndicat mixte pour l'exploitation de la station d'épuration de l'agglomération viennoise (SYSTEPUR) pour son établissement implanté sur la commune de REVENTIN-VAUGRIS

VU le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, Chapitre unique (Autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et en particulier les articles L.181-4, et R.181.45 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par le SYSTEPUR au sein de son établissement implanté Route du barrage sur la commune de REVENTIN-VAUGRIS (38 121) et notamment les arrêtés préfectoraux n°2014024-0030 en date du 24 janvier 2014 et n°DDPP-IC-2017-04-04 en date du 4 avril 2017 ;

VU le dossier relatif aux modifications envisagées sur les installations transmis par le SYSTEPUR en date du 1^{er} août 2017 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 11 septembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées n'entraînent pas de modification des conclusions de l'étude des dangers de juillet 2016 et qu'elles ne modifieront pas le classement actuel des installations déjà autorisées sur le site (pas de changement de régime de classement), au regard de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement

CONSIDÉRANT que la mise en place des prescriptions complémentaires ne nécessite pas un examen par le CoDERST (conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques) ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires pour le SYSTEPUR en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Le syndicat mixte pour l'exploitation de la station d'épuration de l'agglomération Viennoise - SYSTEPUR (siège social : Espace Saint Germain – Bâtiment Antarès – 30 avenue du Général Leclerc – BP 263 – 38 217 VIENNE cedex) est tenu de respecter strictement les prescriptions techniques complémentaires suivantes (ci-annexées) relatives à l'exploitation de son établissement situé sur la commune de REVENTIN-VAUGRIS.

ARTICLE 2 – Sur proposition de l'inspection des installations classées et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires pourront imposer des mesures additionnelles rendues nécessaires afin de respecter les dispositions des articles L.181-3 et L.181-4.

ARTICLE 3 – L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – Conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale devra être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Si les modifications sont considérées comme substantielles, la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale sera soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

ARTICLE 5 – Si l'autorisation environnementale est transférée à un nouveau bénéficiaire, ce dernier doit déclarer au préfet, ce transfert dans les trois mois qui suivent en application de l'article R.181-47 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 – En application de l'article R.141-48 l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée.

ARTICLE 7 – En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrits par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 8 – Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté complémentaire est déposée à la mairie REVENTIN-VAUGRIS où il pourra y être consulté.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de REVENTIN-VAUGRIS pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (<http://www.isere.gouv.fr/>) pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 9 – En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État en Isère, conformément à l'article 8 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

En application du III de l'article L.514-6 les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 10 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 11 : La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de VIENNE, le maire de REVENTIN-VAUGRIS et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (en charge de l'inspection des installations classées) sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SYSTEPUR.

Fait à Grenoble, le 20 NOV. 2017

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
la Secrétaire Générale

Valaine DEMARET

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°DDPP-IC-2017-11-17 du 20 NOV. 2017
pour le Préfet par délégation
la Secrétaire Générale

**Prescriptions complémentaires applicables au
SYSTÈME D'ÉPURATION de la station d'épuration de l'agglomération viennoise (SYSTEPUR)**

**Station d'épuration du SYSTEPUR
Route du barrage
38121 REVENTIN-VAUGRIS**

Article 1^{er} : réalisation d'essais

Le SYSTEPUR, dont le siège social est situé Espace Saint Germain – Bâtiment Antarès – 30 avenue du Général Leclerc – BP 263 – 38 217 VIENNE Cedex est autorisé à procéder à des essais d'injection de graisses issues de la station d'épuration industrielle Yoplait située sur la commune de VIENNE dans le digesteur qu'elle exploite sur le site de la station d'épuration de REVENTIN-VAUGRIS, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, et de celles de l'arrêté préfectoral n°2014024-0030 du 24 janvier 2014 modifié par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-04-04 du 7 avril 2017.

Article 1.1 : conditions de réalisation des essais

Les essais visés à l'article 1^{er} seront réalisés conformément aux éléments transmis par courrier en date du 25 juillet 2017.

Le débit total de graisses injectées dans le digesteur, y compris les graisses issues des bacs à graisses du réseau d'eaux usées, ne dépasseront pas la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique n°2781-2, à savoir 6 m³/j.

Les graisses injectées seront celles issues du dégraisseur de la station d'épuration biologique implantée sur le site exploité par la société Yoplait sur la commune de VIENNE, et traitant les effluents issus de la production de produits laitiers destinés à la consommation humaine.

La durée des essais est limitée à une durée de 3 mois à compter de la première réception des graisses issues de la station d'épuration industrielle.

La quantité totale de graisses issues de la station d'épuration industrielle réceptionnée sur le site et injectée dans le digesteur est limitée à 60 tonnes au total.

La livraison de ces graisses se fera exclusivement par camions citernes. L'aire de déchargement sera équipée d'une rétention conformément aux dispositions de l'article 7.5.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°2014024-0030 du 24 janvier 2014. Elles seront déchargées et stockées dans une fosse de réception située à l'intérieur d'un bâtiment relié à un dispositif d'aspiration et de traitement de l'air (désodorisation).

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées un bilan.

Article 1.2 : bilan des essais

L'exploitant établira un rapport relatif au bilan des essais, lequel comprendra notamment les éléments suivants :

- un bilan journalier des quantités de graisses issues de la station d'épuration industrielle, réceptionnées et injectées dans le digesteur,
- un bilan relatif au procédé de méthanisation (suivi de la température du digesteur, de la pression et du débit du biogaz produit, suivi de la qualité du biogaz produit, suivi des quantités de digestats produits, suivi des quantités et de la qualité du biométhane produit le cas échéant,
- un bilan des éventuelles difficultés d'exploitation.

Ce bilan sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la fin de la période d'essais.

Article 2 : modification des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-04-04 du 7 avril 2017

Le 3^{ème} alinéa de l'article 2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-04-04 du 7 avril 2017 est modifié comme suit :

« Excepté dans le container de purification du biogaz, la pression relative est au minimum de 8 bars dans les différentes unités et canalisations. »

